

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°28 - mars 2008

SOMMAIRE

Libertés d'information et d'expression. *page 2*

Démocratie et libertés. Expulsion. *pages 2&3*

Condition ouvrière. *page 3*

Conflits ruraux. *page 4*

Jeux Olympiques 2008. *page 4*

Minorités ethniques. Tibet-Xinjiang. *page 5&6*

Informations diverses. *page 6*

Pétition sur le Tibet d'universitaires chinois. *page 7*

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Inquiétudes chinoises avant les Jeux Olympiques

Les autorités chinoises montrent une nervosité exceptionnelle dans l'affaire tibétaine ; elles multiplient les communiqués pour se justifier tout en se targuant d'obtenir « un large soutien et une grande compréhension » de la part de la société internationale. Elles citent les gouvernements et organisations qui approuvent la manière dont elles traitent la rébellion tibétaine (Note : encore cinq morts par balle le 3 avril, dans le district Karze du Sichuan). Sont ainsi à l'honneur la Corée du Nord, le Bangladesh, le Népal, la Syrie, la Serbie, la Sierra Leone et le Soudan.

A l'intention de pays moins complaisants, l'agence Xinhua explique que les établissements étrangers de Lhassa ont été plus que d'autres saccagés et pillés. Les émeutes de mars constituent d'ailleurs pour Beijing de « graves violations des droits de l'homme ». Les autorités ne comprennent donc pas les positions de Rama Yade et son idée d'un accueil officiel du Dalai Lama en France.

Pour l'agence Xinhua, les moines sont reconnaissants à la police d'avoir ramené les émeutiers à la raison. La population tibétaine, assure-t-elle, ne souhaite que stabilité et harmonie ; les troubles et les mouvements de sécession lui ont semblé « désastreux ». L'agence relève plusieurs erreurs factuelles dans les reportages parus hors de Chine et y trouve argument pour dénoncer la partialité des médias, notamment dans un site web spécialement créé dans ce dessein.

La maîtrise de l'information a cette terrible conséquence qu'une grande majorité de Chinois croient être victimes de voyous tibétains. La télévision a montré les saccages de magasins et les lynchages de chinois ; elle a oublié de filmer les forces de l'ordre, leurs déploiements et leurs opérations. Mais la pétition des universitaires chinois que l'on trouvera en annexe montre que beaucoup déjà savent à quoi s'en tenir quant à ce que leur présentent les journaux télévisés.

Les autorités chinoises ont trouvé un argument pour violer leur engagement de laisser la presse étrangère libre de travailler à son gré jusqu'aux Jeux Olympiques. Les journalistes ne peuvent plus se rendre au Tibet ou dans d'autres zones peuplées de Tibétains pour des « raisons de sécurité » ; il ne leur appartient pas d'en juger, eux qui sont prêts à se rendre à Gaza, à Bagdad ou à Mitrovica ; la Chine sait, mieux qu'eux, ce qu'ils doivent se permettre.

Le pouvoir s'interroge maintenant sur le projet de hisser la flamme olympique sur l'Everest tibétain, au mois de mai. Cette inquiétude s'ajoute à tous les soucis que lui cause le passage de cette même flamme par cinq continents avec halte dans vingt et une villes étrangères qui échappent à son contrôle.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Libertés d'information et d'expression

27 mars

Fermeture sans commentaire du site internet www.daixn.com après diffusion par son responsable Dai Huaming d'un reportage sur la corruption des autorités de la province du Hunan. (*Chines Human Rights Defenders*, 27 mars)

24 mars

Condamnation de Yang Chunlin à cinq ans de prison et deux ans de privation des droits civiques par le tribunal de Jiamusi (Heilongjiang). Sa campagne sous forme de lettre ouverte Les Droits de l'Homme, pas les Jeux olympiques avait recueilli dix mille signatures. Il était connu aussi pour avoir défendu des paysans expropriés de la Chine du Nord-Est. Ses avocats Zhang Jiangguo et Li Fangping (également défenseur de Hu Jia) ont été empêché d'assurer correctement sa défense. Dans le cours du procès, Yang Chunlin a reçu des décharges électriques de la part des policiers pour l'empêcher de communiquer avec ses proches. (*China Rights Defenders*, 3 mars ; *Reporters sans frontières*)

13 mars

Lü Gengsong, écrivain et journaliste, condamné à quatre ans de prison le 5 février pour « subversion du pouvoir d'Etat » (cf. précédent bulletin), a fait appel de la décision en rejetant toute culpabilité. Il avait rédigé une série d'articles sur la corruption des milieux officiels. Un écrit concernant un militant des droits civiques était paru la veille de son arrestation, opérée le 24 août 2007. (*Boxun*, 23 mars)

8 mars

L'Office de la radio, du film et de la télévision a précisé les critères de la censure cinématographique. Outre les scènes de sexe et d'horreur, les films doivent éviter :

- 1) de déformer l'histoire et la civilisation de la Chine ou d'autres nations,
- 2) de ternir l'image des dirigeants révolutionnaires, des héros, des personnages historiques importants, des membres des forces armées, de la police et des corps judiciaires,
- 3) de reproduire des crimes ou de révéler les méthodes d'enquête de la police,
- 4) de propager le nihilisme, les nuisances portées à l'environnement, les sévices infligés aux animaux et la capture ou la mise à mort d'animaux rares. (*Xinhua*, 8 mars)

7 mars

Le ministère de la culture se dit profondément choqué par le comportement de la chanteuse islandaise Björk. Dans son concert du 2 mars à Shanghai, elle avait crié Tibet ! à la fin du chant « non autorisé » *Déclare l'indépendance*. Björk, ce faisant, a violé le code professionnel des artistes, affirme le ministère. Il annonce qu'il va se montrer plus vigilant à l'égard des groupes artistiques étrangers accueillis en Chine pour prévenir de tels incidents. (*Xinhua*, 7 mars)

Démocratie et libertés. Expulsions.

3 avril

Dans ce qui semble un test et une provocation à l'égard des gouvernements étrangers, un tribunal de la capitale a condamné le militant Hu Jia à trois ans et demi de prison (Cf. bulletin de janvier sur son arrestation le 27 décembre). L'union européenne avait demandé sa libération. Les deux avocats Li Fangping et Li Jingsong (lequel a reçu le 10 décembre à Paris le prix des Droits de l'homme) n'ont pu plaider que vingt minutes ; ils ont expliqué que Hu Jia avait simplement fait usage du droit d'expression que garantit la Constitution.

La condamnation pour « subversion du pouvoir d'État » se fonde sur cinq articles publiés sur Internet et deux interviews accordées à la presse étrangère. Les dernières décisions répressives visent évidemment à prévenir toute initiative intempestive à l'approche des Jeux Olympiques. Le C.I.O., pour sa part, s'enferme dans le silence. (*Reporters sans frontières*, 3 avril)

20 mars

Deux cents policiers de Chengdu (Sichuan) sont entrés dans le village Jinma du district de Wenjiang pour en expulser les habitants. Plusieurs maisons ont été démolies. Les terres des villageois avaient été réquisitionnées sans justificatifs officiels pour construire des habitations de luxe. L'indemnité annuelle versée à ces paysans désormais sans terre ni logement est de 1400 yuan (140 euros), bien inférieur au revenu moyen de la région. (*64tianwang*, 20 mars)

... suite en page 3

18 mars.

Ouverture du procès de Hu Jia. L'avocat n'a disposé que de vingt minutes pour défendre son client. Seule de toute sa famille, la mère de l'accusé a pu assister au procès. L'entrée fut refusée aux journalistes étrangers et à des membres des représentations diplomatiques. Le militant Qi Zhiyong, blessé sur Tiananmen en 1989, avait demandé à assister à l'audience ; il a été placé sous surveillance policière. Les pièces à conviction pour l'accusation de « subversion du pouvoir d'État » sont six articles diffusés sur Internet et deux interviews accordées à des médias étrangers. (*Boxun, 18 mars*)

8 mars

L'avocat et professeur d'université Teng Biao a recouvré la liberté après deux jours de détention non motivée et un interrogatoire des services de sécurité.

Les questions ont porté sur des articles publiés par l'avocat et sur ses relations avec des médias étrangers. Il lui a été enjoint de s'abstenir de nouveaux contacts. Il avait été enlevé le 6 mars dans une voiture banalisée.

Des pressions semblables se sont exercées pendant la session de l'assemblée nationale et de l'assemblée consultative sur Bao Tong, un ancien secrétaire du parti, relâché en 1996 après sept ans d'emprisonnement. Il ne put réaliser qu'une des deux rencontres qu'il avait organisées avec des journalistes étrangers en début mars, ayant dû y renoncer sur pression policière, malgré sa remarque qu'il respectait les dispositions établies pour la période préolympique. La police a contraint l'écrivain de Guangzhou Liao Zusheng de quitter la capitale le 7 mars, alors qu'il se trouvait sur la place Tiananmen. (*Fédération internationale des journalistes, 11 mars*)

7 mars

Tentative de suicide sur la place Tiananmen d'un protestataire de Hangzhou.

Liu Xunlian avait été expulsé, il y a un an, à cause de l'ouverture d'un chantier immobilier puis relégué dans des conditions qu'il jugeait inacceptables. La police l'a interné dans un local de la capitale où cinq individus inconnus lui ont infligé des blessures. Il a été envoyé ensuite dans la prison de Hangzhou. (*64tianwang, 21 mars*)

28 fév.

Arrestation de Wang Guilan, après publication d'une lettre ouverte sur la situation des droits de l'homme, qui avait récolté douze mille signatures.

(*Reporters sans frontières, 7 mars*)

Condition ouvrière

26 mars

Une explosion de gaz a fait treize morts dans la mine de charbon Zhangjiazhou du district Yongxing de la ville de Chengzhou (Hubei). (*Xinhua, 29 mars*)

14 mars

Une explosion de gaz survenue dans la mine de Shuidongping de la ville de Zhaotong (Yunnan) a fait quatorze morts. (*Xinhua, 15 mars*)

5 mars

L'incendie survenu dans la mine Jin'an du district Dongliao (ville de Liaoyuan (Jilin) a fait dix-sept morts. Elle n'avait plus de permis d'exploitation et les conditions de sécurité étaient très insatisfaisantes. L'effondrement d'une galerie suite à l'incendie a empêché les mineurs de parvenir à l'air libre. (*Xinhua, 8 mars*)

5 mars

Treize mineurs sont portés disparus dans l'incendie survenu sur le site charbonnier de Quegang (Heilongjiang) et causé par le mauvais état des câbles électriques. (*China Labour bulletin, 9 mars*)

1 mars

La police a arrêté plus de deux cents mineurs illégaux à Linfen (Shanxi). 5.400 mines fermées en 2006 avaient repris leurs activités sans autorisation. Les autorités ont détruit neuf cents sites d'exploitation. (*Xinhua, 1 mars*)

28 fév.

Quatorze mineurs sont portés disparus après l'inondation d'une exploitation de charbon à Mashan (Heilongjiang). La mine n'avait pas obtenu de permis d'exploitation. (*China Labour Bulletin, 9 mars*)

Conflits ruraux.

7 mars

Les autorités locales ont coupé l'eau et l'électricité dans le district de Kai, le dernier à évacuer dans la zone du grand projet des Trois gorges (Sichuan). Elles veulent ainsi contraindre à quitter les lieux quatre mille personnes qui s'y refusent, faute de règlement des différents sur les conditions de leur relogement et sur les indemnisations correspondantes. Jusqu'à présent, les migrations forcées liées au projet ont concerné 1,4 million de personnes, en provenance de vingt et un districts ou groupes urbains. (*South China Morning Post, 7 mars*)

Jeux Olympiques 2008

29 mars

Les journalistes n'ont pu se rendre sur l'Acropole d'Athènes pour assister à l'arrivée de la flamme olympique, sur décision du Comité olympique grec. Cinquante personnalités de la gauche hellène ont signé une pétition accusant le comité national de céder aux pressions des autorités chinoises. L'association de la presse étrangères et l'Union grecque des photographes ont annoncé leur intention de dénoncer cette « censure ». (*Reporters sans frontières, 30 mars*)

29 mars

De nouvelles mesures de sécurité ont été prises aux abords de la place Tianmen pour prévenir des troubles, à la veille de l'arrivée de la flamme olympique (31 mars). Les policiers examinent le contenu des sacs à l'entrée de l'esplanade et à la sortie du métro. Ce renforcement des contrôles est justifié par le besoin de se protéger d'un petit nombre de Tibétains indépendantistes. (*Ta Kung Pao, 28 mars*)

24 mars

Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans la capitale sur le thème «Un même monde, de mêmes droits» et distribué des tracts aux passants. La manifestation faisait écho à celle qui se déroulait en même temps à Hongkong, à l'occasion de l'allumage de la flamme olympique, le même jour à Olympie. (*Boxun, 24 mars*)

22 mars

Vingt-quatre universitaires chinois ont signé la pétition Nos douze points de vue sur la situation au Tibet. Parmi les signataires, plusieurs intellectuels célèbres comme les écrivains Liu Xiaobo et Wang Lixiong et les professeurs Ding Zilin et Jiang Qisheng. Voir en annexe un résumé du texte. (*Boxun, 22 mars*)

10 mars

A cette date, plus de cent chefs d'État ou de gouvernement ont annoncé leur intention d'assister aux Jeux et « leur nombre augmente chaque jour ». (*Agence Xinhua, 10 mars*)

28 fév.

Dans une lettre ouverte, le groupe des « Mères de Tiananmen » qui représente les familles des victimes de la répression du mouvement démocratique (4 juin 1989) demande au gouvernement de leur présenter des excuses avant l'ouverture des Jeux. Le groupe n'a jamais obtenu de réponse pour ses demandes d'enquête sur le massacre. Pour le gouvernement, il s'agissait d'un mouvement contre-révolutionnaire qu'il fallait réprimer pour le bien et la stabilité du pays. (*Agence Kyodo, 28 février*)

Minorités ethniques.

TIBET

3 avril

Une manifestation de moines du monastère Tongkor, situé dans le district autonome Ganzi du Sichuan a fait huit morts par balle dans les rangs des manifestants. (*Tibet-net, 5 avril*)

27 mars

Deux moines – Lobsang Jinpa du monastère Kirti du district Ngaba et Legtsok, du monastère Ngaba Gomang - se sont suicidés, affirmant ne plus pouvoir vivre sous l'oppression chinoise. (*Tibet-net, 5 avril*)

27 mars

Selon le vice-président du gouvernement de la Région autonome, le nombre des personnes détenues sur les bases du droit pénal pour cause de troubles s'élève à 414, la plupart de nationalité tibétaine. Pour l'agence qui rapporte l'entretien, les interrogatoires ont montré que les actes de tous ces suspects criminels mettent en danger la sécurité nationale. (*Agence Zhongguo, 28 mars*)

27 mars

Une trentaine de moines du temple Jokhang de Lhassa, pour la plupart âgés de moins de trente ans, ont interrompu pendant plus d'un quart d'heure le voyage de journalistes organisé par les autorités chinoises. Ils ont affirmé qu'ils voulaient la liberté religieuse et la possibilité de quitter l'enceinte du temple dans laquelle ils étaient enfermés depuis le 11 mars. Ils ont ajouté que la propagande chinoise mentait et que le Dalai Lama n'avait aucun lien avec les violences du 14 mars et des jours suivants.

Bilan officiel pour le côté chinois : dix-huit « civils innocents » morts ; 382 civils et 241 policiers blessés ; 120 habitations détruites ; 908 boutiques incendiées ou pillées ; sept écoles et cinq hôpitaux détruits ou brûlés. Ce bilan ne fait pas explicitement mention de victimes du côté tibétain. 280 des participants aux émeutes de Lhassa se seraient rendus. (*Kyodo, Xinhua, 27 mars*)

27 mars

Ouverture du site « d'initiative citoyenne » Anti-cnn.com pour dénoncer les erreurs et la partialité de la presse étrangère (C.N.N., B.B.C., V.O.A. notamment) dans le traitement des incidents du Tibet. (*Xinhua, 27 mars*)

24 mars

Du 16 au 19 mars, des manifestations violentes se sont déroulées dans le district Aba de la préfecture autonome du même nom, dans la province du Sichuan, à proximité de la province du Qinghai. Elles visaient des bâtiments administratifs et des locaux de la police et aussi divers établissements publics. L'agence Xinhua annonce la reddition de 381 « hors-la-loi ».

Depuis le 14 mars, des violences avaient aussi éclaté dans la préfecture autonome Gannan du Gansu (district de Xiahe, Maqu et Luqu). Les manifestants, dont certains brandissaient le drapeau du gouvernement tibétain en exil ou le portrait du Dalai Lama, ont attaqué des bâtiments officiels et des magasins. L'agence Xinhua annonce l'arrestation de 217 « criminels » et la saisie de quelques armes.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a vivement critiqué l'intention du Premier ministre britannique de rencontrer le Dalai Lama, lequel « dissimule depuis longtemps ses activités séparatistes sous le camouflage de la religion ».

Le gouvernement continue de s'affirmer disposé à ouvrir le dialogue avec le Dalai Lama si celui-ci abandonne sa revendication indépendantiste et ses activités séparatistes. Les troubles du mois de mars apportent la preuve, affirment les autorités, que le Dalai Lama veut porter atteinte à l'unité du pays. Elles assurent aussi que les forces de l'ordre ont agité avec beaucoup de retenue et sans utiliser d'armes pouvant entraîner mort d'homme. (*Xinhua, 24, 19 mars*)

24 mars

Les autorités chinoises annoncent le retour au calme à Lhassa. Des émeutes y avaient éclaté le 14 mars. Les attaques avaient pour cible les bâtiments administratifs, des organes de communication, des boutiques et des banques, ainsi que – selon Xinhua – des écoles et des hôpitaux. (*Xinhua, 24 mars*)

XINJIANG

1 avril

Plusieurs centaines de Ouighours ont manifesté dans la préfecture de Khotan après la mort en prison d'un commerçant philanthrope Mutallip Hajim. Le corps avait été remis à la famille le 3 mars, après deux mois de détention. Les protestataires demandent l'arrêt de la torture, la remise en liberté des prisonniers politiques et la fin des pressions contre le port du voile. Il y aurait eu quatre cents arrestations. (*R.F.A., 1 avril*)

... suite en page 6

27 mars

Selon le ministère de la Sécurité publique, une femme ouïghoure de 19 ans aurait avoué qu'elle avait fomenté l'attentat du 7 mars contre un appareil de South China Airlines à Urumqi. Il y eut d'autres arrestations. L'avion avait pu se poser à Lanzhou deux heures après le décollage. Un officiel chinois avait attribué le 20 mars l'incident d'avion à un acte de sabotage opéré par les « forces séparatistes du Turkestan oriental ». (*Xinhua, 27 mars*)

14 mars

Les bureaux de la Sécurité annoncent le renforcement du dispositif policier pour assurer un acheminement sans incident de la flamme olympique dans la ville d'Urumqi. Il s'agit de se prémunir des initiatives de forces locales hostiles composées, aux dires des autorités, d'éléments ethniques séparatistes, de terroristes recourant à la violence et de forces religieuses extrémistes. Les opérations se multiplient dans la capitale de la région autonome, avec la consigne de « frapper fort ». (*Agence Zhongguo, 14 mars*)

9 mars

Selon le chef du parti communiste au Xinjiang, les deux personnes tuées et les quinze individus arrêtés en janvier dans la région autonome projetaient une attaque contre les Jeux olympiques. Ils auraient collaboré avec le Mouvement islamique pour le Turkestan oriental. (*Xinhua, 9 mars*)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

25 mars

Le Dalai Lama visitera la France du 15 au 20 août et donnera une conférence à Nantes. Aucune rencontre avec un membre du gouvernement n'est à ce jour prévue. (*A.F.P., 25 mars*)

20 mars

Selon une enquête menée par la Banque de Chine, 49,2% des citoyens estiment intolérable le rythme actuel de la montée des prix. Cette proportion n'était que de 25,9% il y a un an. (*Xinhua, 20 mars*)

12 mars

Mille enseignants de la ville de Xiantao (Hubei) demandent dans une pétition la revalorisation de leurs traitements. Ils les estiment inférieurs à la moyenne nationale. Ils gagneraient moins de 2000 yuan (200 euros) après trente ou quarante ans d'ancienneté et moins de 1000 yuan pour une ancienneté moindre. Le traitement des enseignants du secteur privé seraient bien inférieur ; un retraité ne toucherait que 350 yuan par mois, aux dires de l'un d'entre eux, qui avait organisé une manifestation assise devant les bâtiments municipaux, ce qui lui avait valu huit jours de détention en « classe d'études ». (*Radio Free Asia, 12 mars*)

11 mars

61.000 personnes quitteront les zones déshéritées du Gansu pour s'installer sur des terres plus fertiles, dans le cadre d'un programme gouvernemental de lutte contre la pauvreté. (*Agence Xinhua, 11 mars*)

7 mars

Les établissements scolaires et universitaires de Chine ont depuis 2004 accueilli un total de 7.200 élèves venus de Taiwan. (*Xinhua, 7 mars*)

2 mars

La production des onze réacteurs nucléaires a atteint 62,86 milliards de kwh en 2007, ce qui représente 1,9% du total de la production énergétique nationale. La Chine est le deuxième consommateur d'énergie du monde ; elle a utilisé 590 millions de tonnes de charbon dans ses centrales thermiques en 2007. (*Xinhua, 2 mars*)

28 février

En fin 2006, selon un livre blanc publié par le bureau d'information du gouvernement, il existait plus de 13.000 cabinets juridiques employant plus de 130.000 avocats. Aux termes de la loi récemment entrée en vigueur, pour prétendre exercer la profession, il faut avoir réussi l'examen d'Etat - commun aux juges, procureurs et avocats -, avoir approuvé la Constitution et avoir travaillé un an dans un cabinet juridique. Les cabinets peuvent se constituer sur base individuelle ou en société. Ils peuvent aussi se former en se finançant sur fonds publics. (*Xinhua, 28 février*)

LA PETITION

Nos douze points de vue sur la situation au Tibet

Résumé de la pétition publiée le 22 mars par vingt-quatre universitaires chinois

- Aujourd'hui en Chine, les médias ne nous font entendre que la voix des autorités chinoises. Nous demandons à l'Etat de cesser ces opérations de propagande qui ne font qu'aggraver la situation, attisent la haine entre le peuple chinois et le peuple tibétain, ce qui met en grand danger la stabilité du pays.
- Nous soutenons l'appel à la paix du Dalai Lama et protestons contre tout acte de violence envers la population.
- Nous demandons avec insistance au gouvernement de mettre un terme à la répression et aux citoyens tibétains de cesser leur révolte.
- D'après le gouvernement chinois, beaucoup de preuves établissent que le Dalai Lama a organisé la révolte. Nous espérons donc que le gouvernement pourra fournir ses preuves et qu'il facilitera l'enquête des Nations unies.
- A notre avis, certaines paroles que les dirigeants du parti au Tibet ont prononcées à l'encontre du Dalai Lama sont susceptibles de ternir l'image de la Chine à l'étranger. Le gouvernement doit montrer sa capacité à diriger le pays en se conformant aux normes de la civilisation moderne.
- Le 14 mars, dès le début des violences, les dirigeants du Tibet ont déclaré qu'ils disposaient de preuves suffisantes sur l'implication du Dalai Lama dans les troubles. Est-ce à dire qu'ils étaient déjà parfaitement informés de la révolte et qu'ils n'ont rien fait pour l'empêcher ? Une enquête sérieuse s'impose pour identifier les responsables.
- Si l'enquête montrait qu'il ne s'agissait non d'un complot mais d'une révolte populaire, il faudra chercher les causes de cette révolte.
- Nous insistons pour qu'aucun acte de vengeance ne soit effectué à l'encontre de la population tibétaine et pour que les procès des prisonniers se déroulent dans le respect de la loi. Nous rappelons au gouvernement que les médias étrangers doivent être en mesure de procéder à des interviews indépendantes lors du déroulement du procès.
- Nous demandons au peuple chinois, dans le pays et outre-mer de garder son sang-froid et d'accompagner sa réflexion d'indulgence. Les prises de position marquées par un excès de nationalisme dégrade l'image de la Chine aux yeux du monde entier.
- En 1989, les troubles se sont concentrés sur la ville de Lhassa ; aujourd'hui, la révolte s'est étendue à l'ensemble des régions habitées par les Tibétains. Un tel changement mérite réflexion.
- Pour éviter de nouvelles révoltes, l'État doit respecter la liberté de religion et la liberté d'expression de chaque peuple.
- Nous sommes convaincus que le gouvernement doit dialoguer avec le Dalai Lama. Nous espérons un développement des échanges entre Hans et Tibétains, ce qui favoriserait leur union. Dans ce dessein, le gouvernement, les organisations religieuses et les organisations populaires doivent apporter leur contribution et déployer des efforts considérables.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-press, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, GuanCha, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».